Les Indiens veulent avant tout rester des Indiens

Autor(en): **Fuerst, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Ethnologica Helvetica**

Band (Jahr): **1 (1979)**

PDF erstellt am: **30.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1007550

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LES INDIENS VEULENT AVANT TOUT RESTER DES INDIENS

Recueil de textes récents de l'auteur et des Indiens eux-mêmes

par René Fuerst

La Conférence de Genève: un défi historique à l'intégration 12

Dix ans après l'institution de la FUNAI:
ou l'Indien refuse de s'intégrer, ou il meurt... 19

Message des Indiens du Brésil 25

Les Jivaros de l'Equateur:
oui à l'intégration, mais à condition qu'elle leur soit favorable... 28

Qu'est-ce que la Fédération Shuar ? 33

Les ethnologues ne viennent chez les Indiens que lorsque les tribus ont accepté de vivre en réserves et renoncé à faire la guerre. Mais si on avait donné le choix aux Indiens entre combattre la cavalerie ou les ethnologues, leur réponse n'aurait pas fait l'ombre d'un doute. En période de crise les hommes attaquent toujours ce qui leur paraît le plus dangereux. Un guerrier tué sur le champ de bataille peut toujours aller au paradis des guerriers. Mais où ira un Indien "analysé" par un ethnologue ? Dans une bibliothèque ?

Vine Deloria

(Peau-Rouge. Edition Spéciale, Paris 1972)

Parmi les premiers chercheurs à prendre position contre la discrimination sinon l'extermination des Indiens, le Suisse Alfred Métraux, en 1960, lors du Congrès international des Américanistes à Vienne, devait conclure son rapport sur les populations tribales du Brésil par la déclaration suivante: à nous, ethnologues, incombe le devoir de dénoncer ces cruautés imbéciles et de sauver pour la postérité le souvenir de cultures qui ont encore beaucoup à nous apprendre.

En s'exprimant ainsi, l'illustre chercheur attirait l'attention de ses collègues sur le sort de ces populations très opprimées et, surtout, sur leur obligation de s'en préoccuper davantage que cela n'avait été le cas jusqu'alors. A juste titre, il rappelait aux ethnologues leur devoir de dénoncer les abus et les violences dont sont victimes les Indiens des Amériques, depuis bientôt cinq siècles que déferle sur eux la vague colonisatrice de notre civilisation occidentale.

Rares furent les chercheurs qui prirent au sérieux l'appel de leur collègue pourtant compétent en la matière; préférant ignorer tout lien entre leur activité et le destin de la population qui en est l'objet malgré elle, ces prétendus experts ont fait preuve d'un désintéressement pour le moins surprenant et incompatible avec une science qui se veut avant tout humaine. Ce ne fut que plus récemment que l'on vit se multiplier le cas de jeunes ethnologues qui s'inquiètent vraiment du sort des Indiens qu'ils ont la chance de pouvoir étudier et qui ne craignent pas d'en parler autrement que dans leur rapport de mission, quitte à ne pas toujours faire plaisir aux autorités responsables. En ce qui le concerne, l'auteur de ces lignes, par son effort continu pour se tenir au courant d'une situation qui ne cesse de s'aggraver et pour rendre public ses observations à ce sujet, appartient à cette dernière catégorie plutôt qu'à celle des chercheurs qui acceptent avec résignation un fait désormais établi.

Pour arriver à des positions plus systématiques et moins conformistes que celle de Métraux, il a fallu attendre les congrès de Stuttgart (1968), de Lima (1970), de Mexico (1974) et surtout de Paris (1976), ainsi que la Déclaration de La Barbade que le congrès de Lima devait engendrer

en 1971, lors de la réunion dans cette île, d'un groupe de chercheurs latino-américains parmi les plus qualifiés. Après avoir défini le rôle de l'Etat, de la Religion et de la Science, et avant de présenter l'Indien comme protagoniste de son propre destin historique, cette déclaration affirme notamment que l'ethnologie dont a besoin aujourd'hui l'Amérique n'est pas celle qui considère les populations indigènes comme de simples objets d'étude, mais celle qui les voit en tant que populations opprimées et qui s'engage dans la lutte pour leur libération.

Actuellement, ces prises de position restent le fait de quelques chercheurs les plus sincères, mais ne sont pas encore celles de la plupart d'entre eux; par leur résignation, ces derniers jouent le jeu des autorités, des missions religieuses et de la société dominante en général, et - qu'ils le veuillent ou non - contribuent à la discrimination des Indiens. Ceci dit, c'est avec le plus grand respect que je salue l'initiative de la Société suisse d'ethnologie dont la position "neutre", comme d'ailleurs celle de la Société suisse des Américanistes, ne m'avait guère inspiré jusqu'à présent. En m'invitant à collaborer à ce numéro spécial sur les Indiens des Amériques, elle leur rend hommage, à eux et à tous ceux qui, à l'exemple du regretté Métraux, ont témoigné d'honnêteté et d'amitié à leur égard. C'est précisément à ces chercheurs plus concernés que s'adresse la Fédération Shuar en faisant plus que jamais appel à leur solidarité, ne fût-elle qu'une seule de leurs paroles!

Pour ma part, cette solidarité consistera à dénoncer et à faire dénoncer par les Indiens eux-mêmes une politique d'intégration partout la même, et qui n'est autre qu'un PROCEDE LEGAL VISANT A RENDRE LES POPULATIONS TRIBALES DEPENDANTES DE LA SOCIETE NATIONALE DOMINANTE POUR FINALEMENT LES FAIRE DISPARAITRE EN TANT QUE GROUPES ETHNIQUES DISTINCTS. Dans ce but, et dans celui de faire profiter mes collègues d'une expérience qui ne se limite pas aux Indiens du Brésil, j'ai choisi de leur joindre ceux de l'Equateur et des Amériques en général.

Enfin, et pour ne pas me substituer à des populations qui savent ce qu'elles se veulent, j'ai tenu à compléter mes textes par deux autres, rédigés par les représentants de ces populations eux-mêmes et par conséquent exempts de toute erreur de jugement dont peut se rendre coupable l'ethnologue que je suis malgré moi. Car, selon le Message reproduit ci-après, les Indiens ont l'impression que nous ne pouvons pas mieux comprendre que d'autres non indigènes le pourquoi de leur situation, puisque nous ne vivons pas au fond leur tragique réalité ...

LA CONFERENCE DE GENEVE: UN DEFI HISTORIQUE A L'INTEGRATION

En 1923 déjà, le chef iroquois Deskaheh s'était rendu à la Société des Nations, à Genève, pour tenter en vain de faire valoir à lui seul les droits de son peuple, qui n'étaient alors reconnus ni par le Canada ni par les Etats-Unis. Plus d'un demi-siècle après, ce fut une centaine d'Indiens - chefs spirituel et politiques, hommes et femmes - représentant quelques-unes des plus importantes populations indigènes des Amériques qui s'est réunie dans cette même ville et pour atteindre le même but.

Je veux parler de la première Conférence internationale sur la discrimination à l'égard de ces populations les plus opprimées qui s'est tenue à Genève, du 20 au 23 septembre 1977, au Palais des Nations, sur l'initiative du Comité spécial des organisations non gouvernementales pour les Droits de l'Homme, et avec la collaboration du Conseil international des traités indiens (New York) et de l'Institut pour le développement du droit indien (Washington).

Cette réunion sans précédent et d'importance historique pour les populations indigènes comptait avec la participation de quelque 300 délégués, observateurs et invités venus du monde entier pour écouter la voix de l'homme rouge, voix accusatrice mais conciliante et respectueuse, qui ne s'était encore jamais fait entendre devant la communauté internationale. En ce qui concerne les délégués indiens, ceux-ci provenaient de presque tous les pays d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud. Bien qu'il se veuille le champion de la protection de ces populations, le Brésil ne leur a cependant pas permis de participer à la conférence. Parmi les pays les mieux représentés, il y avait tout naturellement le Canada et les Etats-Unis, mais on eût souhaité qu'il en fût de même pour le Mexique, le Guatemala, l'Equateur, le Pérou et la Bolivie. Car, dans ces pays latino-américains, les indigènes sont les plus nombreux et, dans plusieurs cas, constituent la grande majorité de la population nationale. Quant aux Indiens d'Amazonie, les plus défavorisés de tous, ils

n'étaient représentés que par le seul mais rassurant délégué Shuar de l'Equateur. Dans l'ensemble, on peut dire que ce fut la plus diversifiée des participations amérindiennes jamais réunies, mais aussi la plus unie dans ses revendications, et qu'il est d'autant plus regrettable que certains gouvernements aient empêché leurs populations indigènes de se rendre à Genève.

A cette centaine d'Indiens sont venus s'ajouter quelque 50 délégués d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, ainsi qu'un nombre comparable d'observateurs gouvernementaux, dont ceux de plusieurs pays européens, africains et asiatiques. Les organisations internationales proprement dites étaient représentées par l'ONU, l'OIT et l'UNESCO, et, tout comme les autres délégués non indiens, prenaient une part active, sinon aux discours, du moins aux débats qui en résultèrent et parfois les touchèrent de près.

Parmi les absents à la conférence, je tiens à mentionner les observateurs de plusieurs gouvernements les plus concernés, ceux des missions religieuses pourtant nombreuses à prétendre à la protection des populations indigènes partout dans les Amériques et dont la plus critiquée fut à juste titre celle de l'Institut linguistique d'été ou SIL, enfin les ethnologues qui cependant ont de bonnes raisons de s'intéresser au sort d'Indiens que selon l'un d'eux, Vine Deloria, ils s'obstinent à "analyser".

Les discours, tantôt en anglais, tantôt en espagnol, se sont succédés pendant les quatre jours que durait la réunion sans doute la plus extraordinaire qui ait jamais eu lieu au Palais des Nations; d'abord à la séance plénière d'ouverture, ensuite dans trois commissions simultanées mais séparées, et finalement à la séance plénière de clôture qui, tout comme celle d'ouverture, fut marquée par un impressionnant cérémoniel Lakota. Au nombre des orateurs les plus éloquents, je ne citerai que les noms désormais célèbres de deux d'entre eux: Russell Means, du Mouvement indien américain ou AIM, l'un des principaux inculpés du siège commémoratif du massacre de Wounded Knee, et Constantino Lima, du Mouvement indien Tupac Katari ou MITKA (après avoir été détenu et

torturé dans son pays, la Bolivie, ce dernier venait d'être libéré et exilé grâce à l'action internationale). Pour ce qui est des rares discours non indiens, celui que prononça Romesh Chandra, président du Sous-comité sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, fut le plus applaudi; quant à une intervention gouvernementale des Etats-Unis, très contestée par les Indiens de ce pays, elle n'eut pas lieu parce que l'orateur avait consenti à ne pas leur imposer une présence aussi injustifiée que malvenue.

Le but de la Conférence de Genève était avant tout d'informer les organisations non gouvernementales sur la situation inquiétante des populations indigènes des Amériques, afin de permettre à ces organisations de mieux la comprendre, de susciter un intérêt plus grand pour ce problème apparemment insoluble et d'élaborer un programme d'action visant à abolir une fois pour toutes la discrimination dont ces populations sont victimes depuis bientôt cinq siècles.

Devant la communauté internationale, les Indiens n'eurent aucune peine à mettre en évidence la manière dont s'accomplit cette discrimination, dont sont pratiqués le génocide et l'ethnocide, dont est appliquée la politique d'intégration à leur égard. Quoique la situation des populations indigènes puisse varier d'un pays à l'autre, son origine est toujours et partout la même; elle consiste en la colonisation et l'exploitation sans ménagement de leurs terres au profit d'une société dominante qui n'a d'autre finalité que de consolider sa propre situation privilégiée. Dans un passé encore récent, ce processus dit civilisateur impliquait l'anéantissement de millions d'Indiens, la réduction considérable de leur espace vital, la destruction insensée et irréversible de leurs moyens d'existence. Aujourd'hui, et bien qu'ils soient encore en majorité dans plusieurs pays latino-américains, on en est à leur refuser le droit à l'autodétermination, le droit humain le plus élémentaire d'être eux-mêmes, d'être des Indiens. Ces mesures discriminatoires, ce génocide et cet ethnocide ne cesseront-ils donc jamais? Les témoignages les plus accablants ont permis d'établir l'existence - non seulement en Bolivie et au Guatemala, mais aussi aux Etats-Unis - de pratiques telles que la

stérilisation des femmes, dont le but n'est autre que l'extermination totale des Indiens, la solution finale du prétendu problème indigène!

Pendant deux jours, des commissions se réunirent pour examiner chacune l'un des aspects suivants de la discrimination: légal, économique et socio-culturel. Dans trois rapports, elles ont formulé des recommandations pour des mesures urgentes à prendre en faveur des populations indigènes, de leur survie en tant que civilisation distincte et indépendante de la nôtre. Sur la base de ces rapports très pertinents, la conférence a finalement élaboré un programme d'action qui, dans la mesure du possible, devra être mené à terme par les organisations non gouvernementales.

De l'avis des Indiens eux-mêmes, l'un des résultats les plus heureux de la Conférence de Genève est la recommandation d'observer le 12 octobre, jour de la "découverte" de l'Amérique, comme un Jour international de solidarité avec les populations indigènes de ce continent, recommandation qui implique à la fois notre reconnaissance de leurs droits en tant que populations de la terre qu'ils habitent depuis des millénaires et notre solidarité dans leur difficile lutte pour cette reconnaissance.

Pour ma part, et en me référant plus particulièrement aux Indiens d'Amazonie, je considère que la recommandation de modifier certains documents internationaux, notamment la Convention 107 de l'OIT, et de ne plus mettre l'accent sur l'intégration comme étant la meilleure approche de la solution du problème indigène est d'une importance primordiale pour améliorer tant soit peu la situation de ces populations les plus menacées. En effet, cette convention unique en son genre contribue à ladite situation par son seul texte, rédigé par des agents gouvernementaux non indiens, et surtout par sa conception franchement discriminatoire de l'intégration à la société dominante. A ce propos, le récent message des Indiens du Brésil, message que je me suis mis en devoir de présenter à la séance plénière d'ouverture de la conférence, est plus que significatif de la ferme résistance de ces Indiens à la politique d'intégration telle qu'elle est recommandée par la Convention 107 et

vainement appliquée par les autorités de ce pays. Pour les membres de la conférence, son texte émouvant mais non plaintif fut aussi la preuve que ces populations sont conscientes de la discrimination dont elles font l'objet, qu'elles sont capables de l'exprimer d'une façon intelligible et que, par conséquent, elles sont parfaitement aptes à participer à une réunion comme celle de Genève.

Il est vrai que le Brésil n'était pas seul dans son cas. Pour des raisons sans doute semblables, les Indiens de Colombie n'étaient pas là non plus; quant à ceux du Paraguay, leur représentants véritables ayant été assassinés ou tout au moins emprisonnés dans leur pays, ils ne peuvent être confondus avec ceux qui participaient sans mot dire à la réunion. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le rapport final recommande de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher que des membres de la conférence ne soient à leur retour sujets au harcèlement et à la persécution!

Dans ces conditions, et malgré l'opposition de certains gouvernements toujours les mêmes, le seul fait que la réunion ait eu lieu est de nature à nous rassurer sur l'avenir non seulement des quelque 30 millions d'Indiens que totalisent actuellement les trois Amériques, mais de l'humanité toute entière. Car, en dépit de ce que prétendent ces gouvernements pour le moins irresponsables et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, profitent de la discrimination à l'égard des populations indigènes, le fait de les détruire, eux et leurs moyens d'existence, ne risque-t-il pas un jour de nous être à tous fatal?

Dans son fougueux discours de clôture, Romesh Chandra a eu l'intelligence de dire que "les Indiens savent très bien qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis". Ils savent en effet qui sont leurs oppresseurs, et ces derniers sont les mêmes que ceux dont souffrent les populations indigènes partout dans le monde. Aussi cet ennemi commun rend-t-il nécessaire une lutte commune, une lutte de toutes les populations opprimées contre le seul et même ennemi qui n'a cessé de les faire souffrir.

Disponible en langue anglaise, française et espagnole, le rapport final de la Conférence de Genève peut être obtenu à l'adresse suivante: Sous-comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, case postale 28, 1211 Genève 20. Ce rapport comprend entre autre la liste complète des documents présentés à la conférence et déposés au siège du DOCIP, centre de documentation, de recherche et d'information des populations indigènes récemment créé à Genève, où ils peuvent être consultés et photocopiés. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, prière d'écrire au DOCIP, case postale 59, 1211 Genève 21.

Dix ans après l'institution de la FUNAI, cette caricature - alors publiée par le journal brésilien O Estado de São Paulo pour illustrer les abus et les violences de l'ancien Service de protection des Indiens ou SPI - reste d'une sombre actualité...

DIX ANS APRES L'INSTITUTION DE LA FUNAI: OU L'INDIEN REFUSE DE S'INTEGRER, OU IL DISPARAIT...

Tout au long de l'histoire du Brésil, depuis les temps coloniaux les plus lointains jusqu'à nos jours, les efforts en vue de l'intégration de l'Indien constituaient le principal sinon l'unique objet de la politique indigéniste gouvernementale. Durant presque cinq cents ans, cette politique fut appliquée au moyen de guerres injustes, de prétendues pacifications et d'autres méthodes employées par les milieux intéressés. Compte tenu de ces efforts, il est surprenant de constater que l'intégration, en tant que processus social perceptible et vérifiable, soit dans l'ensemble restée une vaine intention. Rien qu'au cours de ce siècle, au Brésil, près de cent populations tribales ont totalement disparu; il suffirait d'examiner chaque cas pour s'apercevoir que jusqu'à la fin, et malgré des degrés de contact très variés avec la société nationale, ces populations avaient préservé leur identité propre, essentiellement distincte de celle qu'on voulut à tout prix leur imposer. Cependant, de nos jours, et sans que la FUNAI ait au fond changé sa politique ni ses méthodes, l'Indien continue de faire l'objet des mêmes efforts d'intégration.

Nul autre que cet extrait d'un document, qui, sous le titre **LES INDIENS ET L'OCCUPATION DE L'AMAZONIE**, fut signé par plus de quatre-vingts intellectuels brésiliens renommés et publiés par le journal O Globo (Rio de Janeiro, 15 juillet 1971), ne saurait mieux nous faire entrer dans le vif d'un sujet qui n'a plus désormais la faveur d'une presse locale relativement contrainte elle aussi.

La Fondation nationale de l'Indien ou FUNAI est l'organe gouvernemental qui, en décembre 1967, a remplacé l'ancien service de protection; créé au début du siècle pour mettre fin au génocide dont étaient alors victimes les populations tribales du Brésil, ledit service se fit ensuite le complice de cette discrimination, la plus grave qui soit à l'égard d'un groupe ethnique. Quant à la FUNAI, son défaut majeur n'est pas à première vue de nature à nous inquiéter: le nouvel organe se flatte d'appliquer, et en fait applique à la lettre une loi internationale, la Convention 107 de l'OIT, qui depuis 1957 recommande l'intégration de ces populations comme étant la politique indigéniste à suivre par les pays concernés. Cependant, cette prétendu solution du "problème" indigène n'est qu'une autre mesure discriminatoire au profit de la société dominante; visant à la destruction culturelle sinon physique de l'Indien, elle est connue sous le nom d'ethnocide et, contrairement au génocide, sa pratique non-violente mais tout aussi fatale à la survie des populations tribales ne tombe sous le coup d'aucune loi nationale ou internationale. A bien y regarder, l'ethnocide est un moyen légal de destruction humaine qui par sa finalité ne diffère pas du génocide. Sous le couvert d'une intégration progressive, mais néanmoins forcée et définitive, l'ethnocide est la méthode actuellement employée pour venir à bout des Amérindiens sans que cela ne ternisse à l'extérieur l'image de pays qui se devraient de les protéger le plus possible.

Dans ces conditions, il est pour le moins rassurant que la récente Conférence de Genève ait bien voulu tenir compte de ma proposition à ce sujet: la recommandation, dans son programme d'action, de modifier la Convention 107 afin de ne plus mettre l'accent sur l'intégration comme étant la meilleure approche de la solution du "problème" indigène.

Ceci dit, venons-en au cas particulier du Brésil qui figure parmi les rares pays à avoir empêché leurs Indiens de participer à cette importante réunion; ensemble avec ceux de la Columbie et du Paraguay, ils firent l'objet dans le rapport de la même conférence d'une note relative à la pratique du génocide et de l'ethnocide dont ils sont à présent les victimes les plus à plaindre.

Une année après son institution, et à la suite d'une demande du ministre de l'Intérieur lui-même, la FUNAI remit à ce dernier un plan d'intégration indigène qui en disait long sur les intentions du nouvel organe gouvernemental. Publié dans la Folha de São Paulo du 29 décembre 1968 sous le titre OU L'INDIEN S'INTEGRE OU IL DISPARAIT, ce plan révèle en détail la politique indigéniste que la FUNAI se proposait de suivre conformément aux projets de développement du ministère auquel elle est subordonnée: l'occupation de l'Amazonie avec l'aide des populations tribales. On y lit, entre autres, que sa réalisation prouvera qu'en signant un compromis international d'intégration indigène, le Brésil ne s'est pas engagé à la légère, mais en étant conscient de ses responsabilités devant l'opinion publique mondiale et de son inébranlable position à ce sujet. Pour ce qui est du compromis en question, il s'agit bien entendu de la Convention 107 que ce pays s'est empressé de ratifier en 1965 et qu'il n'a depuis cessé d'invoquer chaque fois que l'exigeaient ses mesures discriminatoires à l'égard de ces populations. Car, si l'occupation de l'Amazonie s'est partiellement faite, il n'en fut cependant pas de même de l'intégration de l'Indien qui, comme par le passé, s'avéra un obstacle plus qu'une aide aux yeux des milieux intéressés. Aussi, lui firent-ils sentir par l'intermédiaire de la FUNAI une déception provenant de ce que les populations tribales ne se prêtent guère à leurs intentions, qu'elles ne veulent ni s'intégrer ni disparaitre.

Toujours est-il que les années 1970-74 furent pour les Indiens du Brésil à la fois les plus troublantes et les plus marquantes de leur histoire tout entière; je veux parler de la période durant laquelle la FUNAI était présidée par le général Bandeira de Mello, ex-chef du Service de sécurité et d'information du ministère de l'Intérieur, dont les frères Villas Boas dirent ensuite qu'il avait réussi à mettre en pratique la méthode la plus sûre pour rapidement faire disparaître des Indiens qu'il considérait comme un obstacle au développement de son pays (O Estado de São Paulo, 26 mai 1977). En tant que membre des deux missions d'enquête

qui furent alors autorisées par le Gouvernement brésilien à visiter les populations tribales, la mission du CICR en 1970 et celle de l'Aborigines Protection Society en 1972, je ne puis que confirmer la déclaration des célèbres indigénistes. C'était d'ailleurs à cette époque, on s'en souvient, que la seule réserve indigène du Brésil digne de ce nom - le fameux Parc du Xingu - fut traversée par une route transamazonienne après que le même général l'eut traité de "jardin zoologique pour touristes anglais"!

Egalement à ce moment se tint à Brasília le 7ème Congrès indigéniste interaméricain; en l'absence de tout Indien, l'intégration selon la Convention 107 y fut à nouveau prônée par les représentants gouvernementaux de tous les pays d'Amérique sauf l'Uruguay qui, il y a longtemps, avait à sa manière résolu le "problème" indigène.

Quant au Statut brésilien de l'Indien qui a force de loi depuis 1973, il se veut, dans son premier article paradoxal, un instrument destiné à préserver la culture des populations tribales tout en les intégrant d'une façon dite progressive et harmonieuse à la société dominante dont il garantit de fait les droits et les intérêts plus que ceux de l'Indien.

Tel était l'essentiel d'une politique indigéniste gouvernementale que l'avènement, en 1974, d'un autre général à la présidence de la FUNAI n'allait pas changer pour autant; conformément à la législation nationale et internationale en vigueur, le successeur de Bandeira de Mello se fit à son tour l'écho d'une intégration qui ne nuirait ni aux cultures tribales ni aux projets de développement. Ces propos en l'air, toujours les mêmes, s'accompagnaient de ceux, vraiment inquiétants, du nouveau ministre de l'Intérieur qui se voulut le tenant d'une méthode moins complaisante et plus définitive. C'était en effet lui qui, en 1976, n'hésita pas à proposer le recours à la force pour réduire à 20'000 le nombre des derniers Indiens de son pays qu'il croyait devoir estimer à 200'000. Inutile de dire que la réalisation de cette folle idée n'eût été qu'un retour aux pratiques abusives de l'ancien service de protection; selon l'irréprochable document reproduit ci-dessus, ces pratiques avaient alors eu

pour conséquence non pas l'intégration mais l'anéantissement du tiers des populations tribales du Brésil en l'espace d'un demi-siècle seulement!

Devant les vains efforts d'intégration de la FUNAI, les Indiens finirent par réagir à leur manière contre des mesures discriminatoires dont ils refusent d'être les victimes plus longtemps; ainsi, depuis 1974, les représentants des populations tribales se réunissent dans le cadre d'assemblées de chefs indigènes pour mieux se connaître, parler de leurs expériences réciproques avec ceux qui les oppriment et s'unir dans la défense de leurs droits. C'est du moins en ces termes que Mgr. Tomás Balduíno, président du Conseil indigéniste missionaire ou CIMI, définit le caractère de ces assemblées dont la cinquième fut interdite par la FUNAI, mais dont la onzième vient d'avoir lieu en mai de cette année. Créé en 1973, le CIMI est une institution de l'Eglise catholique brésilienne dont l'action indigéniste s'oppose à la politique gouvernementale telle qu'elle est appliquée par la FUNAI; comprenant, entre autres, l'organisation d'assemblées de chefs indigènes, cette action est à plus forte raison jugée contraire aux intérêts nationaux et n'a cessé d'être réprimée par des autorités qui redoutent une initiative dont les premiers résultats vont à l'encontre de leurs propres voeux d'intégration. Quoique nous soyons loin d'un mouvement structuré à l'exemple de celui des Jivaros de l'Equateur, les revendications des Xavantes, des Kaingangs et d'autres populations tribales parmi les plus conscientes du Brésil se multiplient pour éventuellement devenir la seule force d'opposition valable, celle des derniers Indiens eux-mêmes.

Preuve en est le manifeste qui, sous le titre MESSAGE DU JOUR DE L'INDIEN, fut signé par les représentants de neuf populations tribales du sud du pays et publié par l'Estado de São Paulo du 19 avril 1977; proclamé lors de la 7ème Assemblée nationale de chefs indigènes, il s'élève vigoureusement contre le terme même d'intégration et, à la place, demande à l'organe gouvernemental de respecter l'intégrité physique et culturelle de ces populations. La FUNAI existe depuis dix ans mais au fond n'a rien accompli en notre faveur:

telle est la conclusion d'un manifeste sans précédent dans l'histoire des Indiens du Brésil et dont les auteurs entendent eux-mêmes prendre en main la solution d'un problème qui n'est pas près d'être résolu.

MESSAGE DES INDIENS DU BRESIL[1)]

Aujourd'hui, 19 avril, c'est le Jour dit de l'Indien partout au Brésil. Nous ne savons pas quand ce jour a été créé, ni ne connaissons sa signification, mais nous en profitons pour rendre public notre message.

Qu'il nous soit d'abord permis de rappeler que le 22 avril 1500, lorsque Cabral foula pour la première fois ces terres, fut le début à la fois de l'essor de la civilisation occidentale et de notre déclin.

Peu à peu, notre destruction par la société blanche s'intensifia. En massacrant nos frères et nos soeurs, cette société fit usage du pire instrument de dégradation. Ce procédé s'accompagnait des maladies importées par le Blanc et contre lesquelles nous n'étions pas immunisés, le dépouillement de nos terres, l'application de méthodes d'éducation colonialiste qui ne respectaient pas notre structure économique, politique et religieuse. Il en résulta que pendant longtemps l'Indien était considéré comme un animal irrationnel, et il a fallu que le pape Paul III fasse savoir à l'opinion publique de l'époque que nous étions "des êtres humains dotés de corps et âmes". Cependant, notre destruction se poursuivit.

Ce sont notre situation inquiétante et les cris d'alarme venant d'autres pays qui furent à l'origine de la création du SPI ou Service de protection des Indiens. La corruption de cette agence gouvernementale fut ensuite la cause de son abolition et de l'institution de l'actuelle FUNAI.

S'il est vrai que la nouvelle agence a fait un effort pour ce qui est de notre assistance sanitaire, les preuves de son ommission dans la défense de nos intérêts et nos droits n'en sont pas moins réelles, au point que la FUNAI se rend complice du dépouillement de notre patrimoine.

Voilà pourquoi nous faisons appel une fois de plus aux autorités et à l'opinion publique. Innombrables sont les voyages faits par nos représentants à Brasilia dans l'espoir de résoudre nos problèmes. Nous ne

sommes jamais consultés par la FUNAI en matière de politique indigéniste. Tout se décide dans la capitale sans la moindre présence de notre part. Si l'agence était vraiment disposée à nous aider, c'est elle qui devrait promouvoir ce genre de réunions où les Indiens peuvent s'exprimer ouvertement et chercher ensemble la solution de leurs problèmes. La FUNAI existe depuis dix ans, mais nos problèmes sont restés les mêmes.

Les Indiens sont des peuples libres qui depuis des millénaires vivent sur ces terres. Nous ne pouvons accepter qu'un autre peuple décide de notre sort. Le 19 avril devrait être un jour où l'on nous écoute.

Ceux qui prétendent nous comprendre, et qui prennent les décisions à notre égard, sont des ethnologues et des gens haut placés qui ne vivent pas notre réalité. Il semble que ces gens ne veuillent pas nous écouter.

Ne serait-ce pas le moment de lier la FUNAI directement à la présidence de la République? Afin que l'on ne nous accuse pas d'être programmés, nous serons francs en admettant que cette idée nous fut suggérée par des sympathisants non indigènes avant d'être envisagée par nous comme ultime possibilité viable à la solution de nos problèmes. Car, aussi longtemps qu'elle dépendra du ministère de l'Intérieur, la FUNAI ne sera pas en condition de nous aider. Comment peut-on songer à résoudre des problèmes d'intérêt dans une seule et même famille?

Emancipation et intégration sont des termes inventés par des ethnologues. Que représentent-ils pour l'Indien? Comment nos peuples interprètent-ils ces termes: émancipation et intégration dans la civilisation occidentale? Serions-nous en train de demander notre adhésion à la société blanche? Non! Nous ne voulons que la reconnaissance et le respect de notre propre intégrité physique et culturelle; nous voulons que notre émancipation et notre intégration s'effectuent dans le cadre de notre propre société.

A ce propos, nous tenons à affirmer que l'Eglise dans son ensemble est pendant longtemps restée silencieuse face à la destruction de nos

peuples. Depuis quelques années, toutefois, elle fait preuve d'un plus grand souci à notre égard. En l'occurrence, nous voulons parler du CIMI ou Conseil indigéniste missionaire, dont l'action en notre faveur n'est pas sans nourrir notre espoir de libération. Il est vrai que pour ce faire les religieux, soient-ils catholiques ou protestants, devront renouveler leurs méthodes d'assistance, abandonner leurs préjugés colonialistes et finalement accepter nos valeurs traditionnelles.

Réunis en assemblée nationale, nous sommes aujourd'hui les représentants de nos peuples dispersés aux quatre coins du Brésil. Nous sommes également les représentants de ceux de nos frères et soeurs qui continuent à vivre dans l'isolement et ignorent les maux que la civilisation occidentale leur réserve. Aussi, tenons-nous à protester contre toute action ou intention visant à poursuivre la destruction de nos peuples. Nous voulons être reconnus et respectés comme individus et comme sociétés distincts des autres. Par conséquent, toute action abusive à notre égard est contraire à nos voeux les plus élémentaires.

Nous, Indiens du Brésil, assumons notre responsabilité de chercher ensemble la solution de nos problèmes et de réaliser nos voeux les plus chers en tant que peuples de ces terres.

A tous ceux qui nous oppriment, nous voulons prouver que nous ne sommes pas dépourvus de capacités rationnelles et que, conformément à la loi, nous espérons parvenir à nos fins sans trop les embarrasser.

Pour terminer notre message, nous voulons leur offrir, à ceux qui nous oppriment, quelques-unes de nos valeurs spirituelles et humaines. Ces valeurs, ils les trouveront dans notre mode de vie simple et harmonieux.

1) Adaptation française de l'original portugais paru dans l'Estado de São Paulo (19 avril 1977) et signé par les représentants des populations tribales brésiliennes suivantes: Apiaka, Bororo, Guarani, Kaingang, Kayabi, Paresi, Terena et Xavante.

LES JIVAROS DE L'EQUATEUR: OUI A L'INTEGRATION, MAIS A CONDITION QU'ELLE LEUR SOIT FAVORABLE...

De premier pays exportateur de bananes du monde, l'Equateur a récemment passé au rang de second pays exportateur de pétrole de l'Amérique du Sud. Mais, si les immenses plantations de bananes se situent dans la zone dite du littoral, les abondants gisements de pétrole se trouvent dans celle dite de l'orient; tout comme pour les Andes qui les séparent, il s'agit d'une zone où prédomine encore la population indigène et où les Aucas viennent de tuer à coups de lance des prospecteurs en quête de leur territoire.

Contrairement aux Quichuas de la montagne, qui comptent plus de 2 millions d'individus, les Aucas et autres Indiens de la plaine ne sont plus très nombreux. A ce propos, il est intéressant de noter que le pourcentage de la population indigène est en Equateur de 40%, le reste des 7 millions d'habitants de ce pays sept fois plus grand que la Suisse se répartissant ainsi: 40% de métis, 10% de mulâtres et de Noirs, et seulement 10% de Blancs. Parmi les Indiens de l'orient, les Jivaros ou Shuars, de leur vrai nom, peuvent être considérés comme le peuple à la fois le plus viable et le plus apte à supporter les conséquences d'une expansion économique qui ne tardera pas à les atteindre.

Occupant la région accidentée mais forestière et humide du sud-est de l'Equateur, ces Indiens sond près de 30'000 dans ce pays et, ensemble avec leurs parents péruviens tout aussi nombreux, représentent actuellement la population indigène la plus dense d'Amazonie. Sur ce, on peut s'interroger quant à l'origine de cette situation pour le moins surprenante.

Il y a d'abord l'emplacement géographique des Jivaros; pris entre les pentes abruptes des Andes et les affluents torrentiels du Haut-Amazone, leur territoire est en effet d'un accès plus difficile que d'autres. C'est ensuite et surtout l'attitude très résolue de ces Indiens qui leur a permis de résister victorieusement à la conquête des Incas aussi bien que des

Espagnols. En 1599 déjà, ils infligèrent à ces derniers un massacre qui, dans cette région, allait pour longtemps apaiser leur soif de l'or. Si les Jivaros ne réduisent plus les têtes qui - sous le nom de tsantsa - leur ont valu une notoriété mondiale, ils n'en sont pas moins restés les Indiens les plus insoumis d'Amazonie. Preuve en est le premier Congrès national des peuples indigènes de l'Equateur; au mépris d'une interdiction gouvernementale et de la présence d'un détachement de police à Sucúa, siège de la Fédération Shuar, celui-ci s'est tenu non loin de cette localité du 27 au 29 décembre 1977 et j'ai eu le privilège d'y être invité par les Jivaros eux-mêmes.

Mais, avant d'aborder le sujet d'un congrès clandestin unique en son genre et auquel je n'ai finalement assisté qu'à distance, il me paraît indispensable de décrire la fédération non moins extraordinaire qui en est à l'origine et qui en assume l'entière responsabilité. Selon son organe officiel, le journal bilingue Chicham, la Fédération Shuar comprend tous les Jivaros de l'Equateur qui, une fois pour toutes, se sont aperçus que leur seule chance de survie était de s'unir, afin de ne pas subir le sort de beaucoup d'autres populations indigènes aujourd'hui disparues.

Créée pas ses membres et reconnue comme organisation autonome par le Gouvernement équatorien en 1964, la fédération compte maintenant quelque 150 centres régionaux pour l'ensemble de son territoire, mais qui relèvent tous du siège de Sucúa. Cette petite ville de l'intérieur se trouve à 250 km au sud-est de Quito et peut être atteinte soit par avion soit par une route qui traverse les Andes à près de 4000 m d'altitude. Outre un bâtiment administratif parmi les plus imposants de l'endroit, le siège comporte un centre de santé, un autre de formation professionnelle et une station radio suffisamment puissante pour que ses émissions en langue jivaro et espagnole aient été captées par des radios amateurs suisses. Concernant ces émissions, elles servent à la fois à l'information et à l'éducation, c'est-à-dire qu'elles sont destinées aux adultes

aussi bien qu'aux enfants. Quant aux centres régionaux, ils comprennent chacun une maison communale, une école et, certains d'entre eux, une piste d'atterrissage.

Ensemble avec la possession légale de ses terres, la présence d'une station radio et d'un centre de santé propres comptent parmi les réalisations les plus importants de la jeune organisation. Quoiqu'elle souhaite pouvoir un jour subsister grâce à l'élevage de bétail et à l'industrie de bois, son maintien dépend pour l'heure d'institutions gouvernementales et surtout privées, celles-ci étant pour la plupart étrangères et religieuses.

Fixés dans la région depuis bientôt cent ans, les Salésiens nient leur rôle dans la création de la Fédération Shuar qui n'est cependant autre que l'aboutissement de leurs efforts en vue d'éviter aux Jivaros les conséquences fatales d'une intégration par les colons. Il est de fait que l'existence de cette organisation a, sinon coupé, tout au moins sérieusement entamé leur accès à un territoire désormais garanti par la loi. D'où le ressentiment des colons contre les Indiens et contre les missionaires qui les ont aidés dans cette démarche vitale. Par ailleurs, on pourrait en vouloir aux Salésiens pour leur ingérence dans les affaires de la fédération, mais ne s'agit-il pas là d'une mesure nécessaire tant qu'elle n'est pas vraiment autonome? Quoi qu'il en soit, la position de ses dirigeants est qu'il n'y aura pas d'intégration à une société distincte de la leur aussi longtemps que cette société refuse d'admettre l'identité culturelle propre des Jivaros, c'est-à-dire le fait qu'ils sont et veulent rester des Indiens!

Quant à la fermeté de cette position, elle apparaît clairement dans cet autre extrait de Chicham: Avant que vienne notre tour et qu'ils nous fassent disparaître comme tant d'autres populations indigènes, avant que nous arrive ce qui est déjà arrivé à nos frères andins et qu'ils nous privent de nos terres et de notre culture, les colons devront brûler nos arbres, assécher nos rivières, enlever de nos esprits tout ce qui est Shuar, tout ce

qui fait notre identité, en un mot ils devront anéantir quelque 1000 ans d'histoire, et à cela le monde entier ne consentira jamais.

Sur la base de mon expérience brève mais concluante, je puis affirmer que le succès de la Fédération Shuar est dû avant tout à l'attitude résolue et apparemment inébranlable de ses membres. Ainsi, tout en diffusant les idées d'une société dominante dont ils connaissent la supériorité technique, Radio Federación et Chicham ne manquent jamais de souligner la primauté des notions traditionnelles. A en juger par les jeunes Jivaros que j'ai rencontré à Sucua et dans plusieurs centres régionaux, il en est déjà résulté un sentiment de fierté qu'on aurait bien du mal à trouver ailleurs dans la population locale plus ou moins blanche et instruite.

Actuellement, ses deux buts principaux sont la reconnaissance de la culture jivaro comme élément constitutif de la réalité équatorienne et son indépendance économique comme facteur indispensable au libre développement de cette culture. Somme toute, l'avenir de la Fédération Shuar est plus que jamais lié au terme des deux contradictions suivantes: d'une part, l'ambiguité de la politique gouvernementale à son égard et qui tantôt la soutient tantôt la réprime, d'autre part, celle de la politique missionaire qui se prétend en faveur de son autonomie tout en la maintenant dans une relative dépendance. Ceci dit, il reste la fermenté à toute épreuve de ses dirigeants qui fait de cette organisation l'un des mouvements indiens les plus prometteurs d'Amérique latine.

Nul mouvement eût été mieux placé pour mettre sur pied le premier Congrès national des peuples indigènes de l'Equateur qui devait normalement se tenir au siège même de la fédération. Une interdiction gouvernementale de dernière heure et l'envoi à Sucúa d'un détachement de police fort de cinquante hommes allaient cependant obliger les participants à se réunir dans un endroit inconnu de ceux-là, mais qui n'était autre que l'un des centres régionaux les plus proches. De cette manière, et tandis que le siège était surveillé pas les forces de l'ordre, le congrès put avoir lieu dans la clandestinité.

Selon les dirigeants de la Fédération Shuar, l'interdiction était due au but même de la réunion, c'est-à-dire la création de la Confédération des peuples indigènes de l'Equateur. Il est vrai que dans un pays où les Indiens forment près de la moitié de la population nationale, une organisation de cette envergure n'est pas sans inquiéter des autorités qui, contrairement à d'autres, ne peuvent guère s'appuyer sur la résignation de ces gens endurcis par des siècles de lutte contre le seul et même oppresseur blanc. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre comme exemple les Jivaros qui n'ont cessé de résister à toute tentative de soumission, fusse-t-elle ordonnée par le gouvernement et contrôlée par la police.

Au nombre d'une centaine, les participants du congrès étaient d'abord les représentants des diverses populations indigènes de l'Equateur provenant de la zone orientale du pays aussi bien que des Andes et du littoral. Ensuite, la réunion comptait avec la présence de plusieurs dirigeants indiens de la Columbie voisine, du Paraguay, du Mexique et du Guatemala, ainsi qu'avec celle du Conseil mondial des peuples indigènes dont le siège se trouve au Canada, mais qui était dans ce cas représenté par un Mapuche de l'Argentine. Ayant été interpellé par la police dès mon arrivée à Sucúa, je n'ai malheureusement pu assister au congrès que de loin, tout comme d'ailleurs le président de la Fédération Shuar et ses collaborateurs les plus connus.

Le compte rendu définitif de la réunion ne m'étant pas encore parvenu, je puis néanmoins affirmer que celle-ci a non seulement eu lieu, mais qu'elle a aussi atteint son but principal: la création de la Confédération des peuples indigènes de l'Equateur. Ainsi, les Jivaros ont-ils réussi à mener à terme leur projet le plus ambitieux sous forme d'une organisation semblable à la leur, mais cependant à l'échelle nationale. Il ne me reste plus qu'à les féliciter et à leur souhaiter, à eux et à tous les Indiens de l'Equateur, l'indulgence et le soutien qu'ils méritent de la part d'un gouvernement qui, en ce moment même, se veut de rompre avec son passé colonialiste.

QU'EST-CE QUE LA FEDERATION SHUAR? [2)]

Ce sont la voix, l'âme et le corps de 17'000 individus: hommes, femmes et enfants. 17'000 Indiens, 17'000 Equatoriens, 17'000 Shuars ou "Jibaritos", comme d'aucuns nous appellent par dédain, paternalisme ou habitude.

La Fédération, c'est chacun des Shuars qui, du Pastaza au Santiago, de l'Upano au Morona, depuis des centaines d'années ont vécu, vivent et veulent continuer à vivre.

Vivre en tant qu'êtres humains, avec leurs droits élémentaires, libres de décider de leur sort, de cultiver leurs terres et de s'assurer ces terres avant qu'ils n'en soient à jamais délestés.

Voilà la Fédération. Nous sommes tous les Shuars de l'Equateur qui avons fini par comprendre que notre seule chance de survie était de nous unir pour ne pas disparaître à l'exemple de beaucoup d'autres Indiens.

C'est pourquoi, il y a dix ans, nous avons commencé à joindre nos efforts et nos coeurs. Aujourd'hui, malgré les difficultés, malgré les obstacles que d'aucuns nous ont opposé et continuent à nous opposer, ces coeurs sont joints en un seul et jeune coeur battant dans la forêt de nos ancêtres, la forêt où continueront à vivre nos descendants.

La Fédération, c'est une centaine de centre régionaux, c'est Radio Federación qui, puissante de 5'000 watts, émet de Sucúa 16 heures par jour, en shuar et en espagnol, et dont plusieurs heures sont destinées aus écoles radiophoniques fonctionnant dans la plupart des centres. Ce sont aussi 90 étudiants du second cycle et 30 qui ont déjà subi le baccalauréat, ainsi que ceux d'entre eux qui fréquentent l'université ou des écoles techniques; ce sont encore ses programmes de développement du bétail et de l'industrie du bois, ses programmes de santé, de dépistage de la tuberculose, d'assainissement de l'environnement, etc.

La Fédération, c'est tout ce qui nous a été légué par nos pères, la langue et la culture shuar qu'en dépit de la réalité actuelle nous voulons continuer à léguer à nos enfants. C'est notre mentalité qui, comparée à celle dite civilisée, n'est pas dépourvue de valeurs. Voilà pourquoi nous continuerons à la léguer à nos enfants.

C'est tout cela la Fédération, les Shuars d'aujourd'hui. Et nous voulons continuer de la sorte, en paix avec tout le monde, prêts au dialogue pour autant qu'il soit franc et ouvert. Le nom même de ce modeste journal l'affirme: "Chicham", c'est-à-dire message. C'est pourquoi nous l'avons choisi. Nous ne voulons de problème avec personne, nous ne haissons personne, car la haine pour la haine, le mal pour le mal, n'existent pas dans notre mentalité. Par contre, il y a au fond de nous-mêmes un sens de la justice fortement enraciné. Tous ceux qui nous connaissent et sont honnêtes avec eux-mêmes le savent.

Si, aujourd'hui, nous revendiquons nos droits, c'est parce qu'ils ne sont ni reconnus ni respectés. Les gens honnêtes peuvent en témoigner. Aussi, nous leur demandons, à ces gens et à tous ceux qui croient à la justice, d'élever leur voix, non pour nous défendre nous, mais pour défendre leur propre sens de la justice.

A tous les Shuars nous disons: restons unis, poursuivons nos efforts. Regardons devant nous, mais n'oublions jamais de nous retourner vers ce qui fait notre identité, notre langue et notre culture, les valeurs que nos pères nous ont transmis, les valeurs de toujours. Continuons à transmettre ces valeurs à nos enfants, soient-ils diplômés ou non. Faisons comprendre à notre fils portant chemise blanche et parlant espagnol, qu'il en faut davantage pour se rendre utile à la communauté. Expliquons lui, à ce fils complexé, que de la sorte il ne fera rien pour un autre Shuar, sinon le coloniser et le livrer à ceux qui n'ont cessé de nous exploiter.

A tous ceux qui ont fait preuve d'honnêteté et d'amitié à notre égard, nous disons: aujourd'hui plus que jamais nous faisons appel à votre solidarité, ne fût-elle qu'une seule de vos paroles. Nous avons besoin

de savoir qu'il existe des gens pour nous encourager et nous aider à mener à bien des tâches telles que l'appropriation légale de nos terres, l'éducation rationnelle de nos enfants, l'intégration non-destructive et positive à la vie nationale, etc. Pour venir à bout de ces tâches avec succès, nous avons besoin de savoir qu'il existe des gens honnêtes, des représentants du gouvernement et des missions religieuses qui soient prêts à nous aider.

A tous ceux qui se sont prétendus nos amis, mais qui ont abusé de nous et continuent à le faire, à ceux qui veulent nous asservir, nous disons: nous ne vous haissons pas, nous ne vous voulons pas de mal, mais nous ne pouvons tout de même pas vous laisser nous détruire, ni vous permettre de vous enrichir à nos dépens. Cela serait faire preuve d'injustice!

Qu'est-il arrivé à beaucoup d'autres Indiens de l'Equateur, de l'Amérique latine et de partout ailleurs sur le continent? Ils ont été détruits, ils ont été exterminés ou réduits à la servitude après qu'on les eut privé de leurs terres et de leur culture. Et cela continue à se passer de nos jours, au mépris des droits humains les plus élémentaires.

Aussi, ne laisserons-nous jamais ce processus se répéter avec nous. Les Shuars savent très bien ce que sont devenus leurs frères. Avant que vienne notre tour et qu'ils nous fassent disparaître comme tant d'autres Indiens, avant que nous arrive ce qui est déjà arrivé à nos frères andins et qu'ils nous privent de nos terres et de notre culture, ces prétendus amis devront brûler nos arbres, assécher nos rivières, enlever de nos esprits tout ce qui est shuar, tout ce qui fait notre identité, en un mot ils devront anéantir quelque 1000 ans d'histoire, et à cela le monde entier ne consentira pas.

2) Adaptation française de l'original espagnol paru dans Chicham (Sucúa, septembre 1973), organe officiel de la Fédération Shuar.

Autres publications de l'auteur sur le même sujet

FUERST, René

1969 Gegenwärtige Lage und dringende Forschungsaufgaben bei brasilianischen Indianern. International Committee on Urgent Anthropological and Ethnological Research, Vienna

1972 Bibliography of the Brazilian Indigenous Problem and Policy. International Work Group for Indigenous Affairs, Copenhagen

1974 Indians of Brazil: What Has Become of Them Since 1969? AMAZIND, Geneva

1977 Discrimination Against the Indians in Non-Andean South America: Oppression of the Tribal Population, Repression of Its Defenders. International Indian Treaty Council, New York

en collaboration avec BROOKS, Edwin, HEMMING, John et HUXLEY, Francis

1973 Tribes of the Amazon Basin in Brasil. Charles Knight & Co. Ltd., London